# Pour affirmer le projet du communisme autogestionnaire et un véritable programme de transition

Le monde est plongé dans une longue dépression économique depuis 2008. Les gouvernements de « gauche » et de « droite » mènent la même politique, car il n'y a qu'une politique possible dans le cadre d'un capitalisme en crise : une politique d'austérité et d'attaques contre les acquis sociaux. Aussitôt élus, ces gouvernements oublient leurs promesses et sont rejetés par les populations qui subissent une dégradation de ses leurs conditions de vie. Mais ce sont aussi leurs institutions internationales, armes politiques contre les travailleurs (Union européenne, traités de libre-échange, etc.), qui sont rejetées.

La classe dominante subit donc une crise d'hégémonie politique sans que sa domination sociale soit pour le moment menacée. Les modalités actuelles de domination du capitalisme, le « néolibéralisme » et les partis qui en sont porteurs sont massivement rejetés. L'incapacité à obtenir le consentement actif des populations explique les tendances autoritaires de plus en plus accentuées des gouvernements qui mettent en place des attaques historiques contre le monde du travail. La démocratie est de plus en plus limitée, la répression multiforme est de plus en plus forte et des fonctions fondamentales (telles par exemple la politique monétaire) sont soustraites de toute forme de contrôle populaire (même indirecte) via des institutions (comme l'UE) sur lesquelles se dirigent à juste titre la colère populaire.

Le capitalisme en crise entraîne une multiplication des guerres impérialistes, et donc une guerre contre les populations des pays dominés pour servir les profits des grands trusts capitalistes. Il jette les populations sinistrées sur les chemins de l'exil, il fait naître des « monstres » comme Daesh qu'il prend ensuite pour prétexte afin d'intervenir militairement. Par sa politique, il expose les peuples à des attentats meurtriers. Plus que jamais, c'est leurs guerres et nos mort.e.s.

Enfin, le système capitaliste détruit la planète, ses écosystèmes. Il y a aujourd'hui une urgence écologique, une urgence climatique, ce sont des pans entiers de l'humanité et de la planète qui sont menacés ; et ce ne sont pas les fausses promesses de l'Accord de Paris issu de la COP 21 qui permettront de répondre à cet enjeu, mais bien la rupture avec l'extractivisme, avec la logique du profit et la loi du marché, c'est-à-dire le renversement du système capitaliste.

## Notre réponse à la crise capitaliste : un projet communiste autogestionnaire

Tous ces éléments de crise nourrissent le désarroi, mais aussi des prises de conscience

anticapitalistes, qui peinent cependant à s'exprimer sous des formes de projets politiques clairs. Il est d'autant plus important de porter haut et fort un projet communiste autogestionnaire, pour que notre parti ait une identité forte, qui donne envie de militer, et qui stimule les luttes. Un « super-syndicat » ne suffira pas ! Il ne s'agit pas de brandir comme un fétiche le mot «communisme», mais de le réactualiser : une société auto-organisée, planifiée collectivement, satisfaisant les besoins humains sans épuiser les ressources naturelles. Une société sans discriminations, qui permet l'égalité réelle et l'émancipation de tou.te.s !

La rupture avec le capitalisme que nous défendons doit passer dès lors par des structures d'auto-organisation de la classe exploitée, dans les assemblées générales, les conseils d'usine, de quartiers et de villages, formant son propre pouvoir, avec des délégué.e.s élu.e.s, révocables, sans cumul… Ce pouvoir des travailleur.euse.s est la condition pour renverser à la fois les capitalistes et leur État (politicien.ne.s, police, armée…).

Ainsi, aujourd'hui, un axe central de notre propagande doit être le combat pour la défense de la propriété collective des grands moyens de production : il faut exproprier (sans indemnité) les grands groupes capitalistes. Il ne s'agit pas que l'État bourgeois joue le rôle de « capitaliste collectif » et se substitue aux capitalistes privés. Pour cela, il faut que les nationalisations aillent de pair avec la mise en place d'un plan élaboré démocratiquement et centralisé, et avec la transformation des rapports de production dans les entreprises, où l'autogestion des travailleur-se-s sera centrale. Il faudrait aussi instaurer un monopole public du commerce extérieur afin de ne pas mettre en concurrence la production de la nouvelle économie socialiste avec celles des économies capitalistes. Et bien évidemment rompre immédiatement avec l'UE et l'euro (cf. notre texte particulier sur ce sujet controversé) !

Au-delà des questions économiques, il faut définir un projet global qui prenne en compte toutes les dimensions du système capitaliste. La lutte contre les oppressions « spécifiques » (oppression des femmes, des LGBTI, des étranger.e.s, des musulman.e.s ou présumé.e.s tel.le.s, etc.) ne doit pas être pour nous un supplément d'âme. D'une part parce que ces oppressions sont tout aussi importantes et scandaleuses que l'exploitation capitaliste. D'autre part parce que s'appuyer sur l'auto-organisation des opprimé.e.s est une condition pour aller aujourd'hui vers une véritable convergence de toutes les luttes et demain vers une révolution sociale qui bouleverse non seulement les rapports de production, mais l'ensemble des rapports sociaux. (Cf. notre texte particulier sur cette question.)

Il nous faut aussi rompre clairement avec un héritage productiviste qui plaçait au dessus de tout le développement des forces productives. Pour préserver notre écosystème, nous devons réorganiser l'économie sous la direction des travailleur-se-s et faire décroître sensiblement notre consommation d'énergie et de ressources naturelles.

Avancer sur un programme et sur des pratiques communistes autogestionnaires, c'est ce qui permettra à notre parti de dépasser une posture simplement « luttiste », se cantonnant à citer quelques mesures d'urgence sans les inscrire dans une cohérence politique d'ensemble.

C'est également ce qui permettra à notre parti de disputer une hégémonie aux réformistes de la FI et du PCF au sein des mobilisations, d'aller à la discussion avec ceux et celles qui au sein de notre classe sont influencé.e.s par ces organisations.

Pour gagner à notre programme communiste, il faut donc commencer par le défendre ouvertement ! En même temps, nous savons qu'il ne suffit évidemment pas de défendre des idées. Il ne suffit pas non plus d'intervenir dans les luttes de façon syndicaliste. Il est donc crucial de défendre, aussi bien dans les luttes que dans les interventions électorales et médiatiques, les éléments d'un *programme de transition* qui (contrairement à un « programme d'urgence » entretenant la confusion sur la différence entre réforme et révolution) fasse le pont entre les revendications immédiates portées par les luttes réelles des travailleur/se-s et des jeunes, et notre projet communiste.

Nous revendiquons dans cette perspective, en faisant systématiquement le lien avec l'objectif du gouvernement des travailleur/se-s :

- Blocage des licenciements par la lutte, expropriation sans indemnités de tout grand groupe qui licencie ; contre les suppressions de postes dans le public, titularisation immédiate sans condition de concours ni de nationalité de tou-te-s les précaires ; interdiction de la précarité, partage du travail entre tou-te-s, 32h sans perte de salaire ; pour un vrai droit à la formation décidée par les salarié-es, à l'opposé de la pression pour s'adapter aux besoins du capital !
- Hausse des salaires, des retraites, de toutes les allocations de 300 euros tout de suite, pour des écarts de salaires ne dépassant pas 1 à 4, défense du salaire socialisé (sécu, chômage, retraites...) et retour à la gestion par les travailleur/se-s.
- Contre toutes les oppressions par le front unique des organisations et le soutien à l'auto-organisation des opprimé-e-s, pour l'égalité réelle des droits étrangers/français, femmes/hommes,LGBTI/hétéros;régularisation de tou-te-s les sans-papiers, droit de vote des étranger/ères à toutes les élections,abrogation de toutes les lois anti-immigré-e-s, contre l'islamophobie et le racisme anti-Roms ; pour l'égalité femmes/hommes à tous les niveaux ; développement de structures collectives(restaurants, crèches…) pour briser la double journée de travail imposée aux femmes ; interdiction du travail de nuit (sauf nécessité, comme les urgences) ; défense des centres IVG, droit à la PMA pour toutes, changement d'état civil sur simple demande pour les trans et remboursement à 100% des frais médicaux de transition sans condition ; lutte contre les préjugés à l'école…
- Lutte contre l'impérialisme et la néo-colonisation, solidarité avec les Palestinien-ne-s contre l'État d'Israël, avec les Kurdes et notamment avec le processus révolutionnaire du Rojava, soutien aux soulèvements populaires contre les dictatures, contre les

multinationales, contre les interventions impérialistes, à commencer par celles de la France, contre les traités de libre-échange.

- Défense de la planète, contre le productivisme et le gaspillage, réorganisation de l'économie sousle contrôle des travailleur/se-s, reconversion des industries polluantes, réduction des transports inutiles en relocalisant partiellement, transports collectifs gratuits…), contre la la publicité et l'aliénation consumériste, sortie du nucléaire, décroissance de la consommation d'énergie et de ressources naturelles, pour des énergies renouvelables, généralisation de l'agriculture biologique...
- Défense des libertés démocratiques, contre les interdictions de manifester, les contrôles au faciès et les violences policières, qui frappent surtout les jeunes des quartiers populaires et les militant-e-s, pour le retrait de toutes les lois liberticides.

**Tendance CLAIRE**, le 25 septembre 2017